

Call for Papers :

Croissance économique au Maroc : théories, évidences, et leçons des expériences récentes

avril 2017

L'économie marocaine a enregistré durant la décennie 2000 des taux de croissance assez soutenue de l'ordre de 5% en moyenne, contre près de 3% durant la décennie précédente. Ce passage éventuel vers un nouveau palier s'est accompagné par une relative atténuation de la dépendance de l'économie nationale vis-à-vis de la production agricole et in fine des aléas climatiques. Toutefois, la crise financière 2008-2009, bien que son impact sur l'économie nationale ne fût pas instantané, a vraisemblablement eu des effets négatifs sur la capacité d'offre du pays en présence de signes de ralentissement de la production tendancielle et fait ressortir les limites de la stratégie de croissance, axée sur l'expansion de la demande intérieure, sous l'impulsion d'un taux d'investissement public élevé et d'une progression soutenue des salaires.

Questionnements et axes de recherche :

Efficience des investissements publics : constats et analyses

Le taux d'investissement global du pays a atteint des niveaux parmi les plus élevés à l'échelle mondiale, grâce notamment à l'effort d'investissement engagé par le secteur public. Ses retombées demeurent non négligeables en matière de réduction de la prévalence des vulnérabilités sociales et l'amélioration de l'accessibilité de la population marocaine enclavée aux services et infrastructures de base. Si les données de l'investissement ne permettent pas de distinguer clairement entre la composante publique et privée, les études et les rapports internationaux avancent généralement que l'investissement public est heurté à la problématique d'inefficience, compte tenu de la faiblesse des taux de croissance économique qui en découlent. Il n'en demeure pas moins que la croissance à long terme reste tributaire en grande partie de l'évolution de l'investissement, à condition qu'il soit bien adapté au niveau de développement du pays et aux contraintes croissantes que pose l'intégration du Maroc dans le marché mondial.

Il est opportun ainsi de dresser un bilan exhaustif de la stratégie actuelle d'investissement public qui permettra d'étendre la réflexion autour des raisons derrière ce phénomène et lancer les pistes de recherche par rapport à une stratégie d'investissement optimale. La reconfiguration de la réallocation sectorielle de l'investissement et sa répartition géographique sont des éléments parmi tant d'autres qui méritent d'être appréhendés par les chercheurs et peuvent constituer des pistes de réponses face à cette faible efficacité.

Relation entre marché de travail, compétitivité et croissance économique

La demande intérieure a été alimentée également par l'ajustement du salaire minimum, une mesure qui s'est traduite par une amélioration du bien-être social à travers l'augmentation des revenus réels de certaines catégories de ménages.

La question qui se pose est par rapport au coût économique de cette décision, principalement dans quelle mesure le renchérissement du coût de la main d'œuvre n'est pas compensé par une amélioration de la productivité du travail, comme c'est le cas paraît-il pour le Maroc. Il est primordial dans ce cas d'infirmer ou de confirmer l'hypothèse que la hausse des salaires handicape une croissance extravertie du pays, décourage l'afflux des investissements étrangers dans les secteurs denses en main d'œuvre et biaise ainsi le modèle de croissance vers la demande intérieure.

La problématique de la hausse des salaires se trouve exacerbée par la réglementation du marché de travail, qui ne prône pas la flexibilité. Cette rigidité, qui a pour objectif initial de protéger l'emploi, risque d'entraîner l'effet opposé et ne fait qu'accentuer la problématique du chômage et freiner la croissance de long terme. Reste, cependant, à évaluer clairement les implications du cadre réglementaire sur le fonctionnement du marché de travail et son impact sur la croissance à long terme.

La même logique s'apparente à la politique de change. Le régime de change fixe a en effet servi de manière optimale en tant qu'ancre nominale crédible pour les agents économiques, mais ses performances en termes de promotion des exportations, de viabilité extérieure et de gestion de l'économie marocaine dans son cycle, ne semblent pas être satisfaisantes.

Le choix du régime approprié au regard des ambitions du Maroc mérite ainsi d'être examiné avec la plus grande attention.

Mondialisation des chaînes de valeurs : quelles opportunités et défis pour le Maroc

La tendance vers la fragmentation des chaînes de valeurs mondiales a épuisé la portée des stratégies classiques de décollage économique fondées sur le développement de l'appareil productif intégral sur les territoires économiques nationaux pour des objectifs de substitution aux importations et de rattrapage économique par l'industrialisation. Désormais, les économies à la quête d'opportunité de croissance, peuvent envisager de pénétrer les processus de production transnationaux, en se positionnant sur des niches créatrices de valeur ajoutée. Au Maroc, une série de stratégies sectorielles a été initiée, visant à asseoir les fondements d'un nouveau modèle de croissance porté par les secteurs à forte valeur ajoutée où le Maroc offre des avantages comparatifs. L'industrie automobile incarne en effet l'exemple réussi de cette transformation structurelle. Ce secteur en l'espace de quelques années est devenu à la tête de l'offre exportable, pour représenter 20% des exportations. Cette dynamique, certes positive, reste sujette à plusieurs interrogations quant à ses retombées en matière de croissance et d'emploi, compte tenu des mesures incitatives fiscales, financières et douanières accordées. Arriver à isoler la valeur ajoutée dégagée sur le territoire national est d'une importance cruciale pour se prononcer sur le positionnement du Maroc sur les segments à faible ou à forte valeur ajoutée.

Intégration avec l'Afrique subsaharienne : nouveau relais de croissance

Le Maroc s'est engagé davantage vers le renforcement de ses relations avec l'Afrique et compte en faire son nouveau relais de croissance, prenant appui sur un héritage politique et historique riche et commun. Cet ancrage dans l'économie africaine devrait servir en tant que voie d'émergence économique mutuelle, à même de propulser l'économie marocaine et subsaharienne vers un nouveau sentier de croissance. Si le choix de consolider la présence sur le marché africain est porteur de prospérité, ses clés de réussite ne semblent pas être bien identifiées. La coopération stratégique envisagée avec les pays de la région peine à prendre de l'ampleur, à l'image des accords de libre échange et de partenariats qui ne sont pas encore conclus. Sinon, ces accords de coopération lorsqu'ils sont ratifiés, ils ne concernent généralement que des petites économies avec des marchés relativement étroits. Il est important dans ce cas d'établir clairement la portée des politiques

commerciales et d'investissements du Maroc vis-vis de l'Afrique et proposer une feuille de route optimale, susceptible de garantir une synergie entre les partenaires et un ciblage fructueux des économies à haut potentiel.

C'est autour de ces axes de recherche que le Haut-Commissariat au Plan (HCP) et l'OCP Policy Center (OCPPC) appellent à la soumission d'articles qui explorent et apportent des éléments de réponses aux questionnements gravitant autour de la problématique de la croissance, ses modèles et ses déterminants.

Liste non exhaustive des thématiques pouvant faire l'objet de communication

Les papiers auront pour objectif de traiter, entre autres, les axes de recherche suivants :

1. Croissance économique et emploi : un état des lieux.
2. Mesure, évolution et déterminants de la croissance potentielle.
3. Investissement public, investissement privé, politique fiscale et croissance.
4. IDE, croissance et créations d'emploi.
5. Politiques sectorielles, croissance et créations d'emploi.
6. Les politiques industrielles et la croissance.
7. Rôle des entreprises publiques dans la promotion de la croissance
8. Régulation, concurrence et croissance.
9. Réformes structurelles et croissance.

Soumission des papiers

Les propositions de communication doivent contenir :

- Le nom, prénom, adresse postale, institution de rattachement, adresse courriel des auteurs
- premières versions quasi-finalisées des communications pour évaluation.

L'ensemble des documents devront être envoyé à :

Tayeb.GHAZI@ocppc.ma et hcp@hcp.ma

Calendrier

- 27-octobre 2016 : ouverture de l'appel à contribution
- 10-avril 2017 : date limite d'envoi des versions de communication
- 29-avril 2017 : avis du comité et notification des auteurs
- 18-mai 2017 : tenue de la conférence
- 30-juin 2017 : délai pour le dépôt des articles dans leurs versions finalisées pour les actes.
- Septembre 2017 : publication des actes du séminaire.
- Les papiers retenus seront publiés aussi dans deux numéros de cahiers de plans

Comité scientifique

- Abdelhak Allalat
- Karim El Aynaoui
- Aomar Ibourk
- Ayache Khellaf